

**Point de presse du sous-directeur de  
la presse - Corée du Nord/Tir de  
missile/Rappel de la déclaration de  
la porte-parole - Iran/Déclaration  
de l'Allemagne, des États-Unis, de la  
France et du Royaume-Uni -  
Diplomatie économique/Entretien  
de M. Jean-Yves Le Drian avec M.  
Bentéjac, président du comité  
national des conseillers du  
commerce extérieur - Venezuela  
(Paris, 31 juillet 2017)**

Au point de presse de ce jour, le sous-directeur de la presse a rappelé la déclaration de la porte-parole, fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Corée du Nord - Tir de missile - Rappel de la déclaration de la porte-parole du 28 juillet 2017

La France condamne fermement le nouveau tir de missile intercontinental auquel la Corée du Nord a procédé aujourd'hui et qui se serait abîmé dans la zone économique exclusive du Japon. Cette nouvelle violation grave des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies menace la sécurité régionale et internationale.

Ce tir, comme celui auquel la Corée du Nord a procédé le 4 juillet dernier, montre la détermination du régime nord-coréen à mettre toute la communauté internationale à portée de ses missiles. Il s'agit donc d'une étape majeure dans le développement illégal de missiles balistiques par ce pays.

La poursuite du programme balistique et nucléaire nord-coréen constitue une menace croissante et inacceptable pour tous. La France appelle à une réaction ferme de la communauté internationale et à l'adoption rapide de sanctions additionnelles et fortes du conseil de sécurité. L'Union européenne doit également adopter des mesures autonomes ambitieuses, conformément aux récentes conclusions adoptées lors du conseil affaires étrangères du 17 juillet dernier.

Seule une pression diplomatique maximale est susceptible de ramener la Corée du Nord à la table des négociations. La France appelle donc ses partenaires à s'unir en faveur d'une pression significative avant que la Corée du Nord ne dispose d'un arsenal nucléaire opérationnel et vectorisé.

## 2 - Iran - Déclaration de l'Allemagne, des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni (28 juillet 2017)

Par le lancement récent d'un lanceur spatial Simorgh le 27 juillet dernier, l'Iran a de nouveau mené une activité non conforme à la résolution 2231 du conseil de sécurité des Nations unies. Nous condamnons cette action.

Cette résolution invite l'Iran à ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires, y compris les tirs recourant à une technologie analogue à celle utilisée pour ce lancement. Les lanceurs spatiaux utilisent des technologies qui sont étroitement liées à celles concernant la mise au point de missiles balistiques, notamment celles relatives aux missiles balistiques intercontinentaux.

Cette action fait suite aux lancements de missiles en Syrie du 18 juin et au tir d'essai d'un missile balistique de moyenne portée du 4 juillet.

Le programme iranien de mise au point de missiles balistiques continue à être non conforme à la résolution 2231 du conseil de sécurité des Nations unies et a un impact déstabilisant sur la région. Nous demandons instamment à l'Iran de ne plus effectuer de tir de missile balistique et d'autres activités connexes. Nous envoyons un courrier au secrétaire général des Nations unies pour lui faire part de nos inquiétudes. Les gouvernements de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni mènent des discussions bilatérales avec l'Iran sur ces questions et expriment leurs préoccupations.

## 3 - Diplomatie économique - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Bentéjac, président du comité national des conseillers du commerce extérieur (Paris, 1er août 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'entretiendra le premier août 2017 avec M. Alain Bentéjac, président du comité national des conseillers du commerce extérieur de la France (CNCCEF). Il remerciera le comité national des conseillers du commerce extérieur de la France pour son implication remarquable dans la gouvernance de Business France, mais aussi pour son appui aux réformes engagées par le gouvernement pour moderniser le dispositif de soutien public à l'export.

Cette rencontre permettra également d'évaluer le bilan du premier semestre 2017 du CNCCEF, de travailler au renforcement du dialogue de cette enceinte avec les pouvoirs publics, et de mettre en oeuvre la réflexion sur le rapprochement avec les autres acteurs de l'export pour simplifier et rationaliser le parcours à l'export.

Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a souligné dans son interview au quotidien Les Échos du 20 juillet, pour diffuser une culture de l'exportation et aider les entreprises exportatrices françaises, encore insuffisamment nombreuses, surtout par rapport à certains de nos concurrents européens (125.000 quand il y en a deux fois plus en Italie et trois fois plus en Allemagne), il faut «de la simplicité» pour plus d'efficacité.

Pour le ministre, cela suppose une simplification du dispositif d'appui à l'export tant en France, où les entreprises doivent pouvoir s'adresser à un guichet unique dans les régions, qu'à l'étranger où l'ambassade doit coordonner le travail des opérateurs de l'export. M. Jean-Yves Le Drian souhaite également renforcer les sept familles prioritaires à l'export (santé, agroalimentaire, industrie du tourisme, industries culturelles et créatives, ville durable, technologies émergentes et énergies renouvelables) et mieux accompagner les primo-exportateurs.

#### 4 - Venezuela

Q - Plusieurs pays ont indiqué qu'ils ne reconnaîtraient pas les résultats de l'élection de l'assemblée constituante au Venezuela. Quelle est la position de la France ? Reconnaîtra-t-elle les résultats ?

R - L'initiative de ce scrutin, ses modalités d'organisation ainsi que ses résultats font l'objet de fortes contestations au sein de la population vénézuélienne. La réunion de cette assemblée constituante risque d'aggraver encore les fortes tensions qui traversent le pays depuis le mois d'avril.

La France condamne les violences qui ont fait de nombreuses victimes et regrette que les différents efforts de médiation engagés jusqu'ici pour mettre un terme à cette grave crise n'aient pu aboutir. Elle attend du gouvernement vénézuélien qu'il garantisse ses engagements internationaux en matière de respect des libertés publiques.

Avec ses partenaires de l'Union européenne, la France appelle à l'engagement urgent d'un dialogue national crédible, sincère et sérieux. Elle demande aux autorités vénézuéliennes de consentir, dans un esprit de réconciliation nationale, aux compromis nécessaires au dénouement de la crise, dont le prolongement ne peut qu'accroître le désarroi du peuple vénézuélien et déstabiliser toute la région.

La France encourage la poursuite des efforts de médiation auxquels elle apporte son plein soutien et invite instamment l'ensemble des forces politiques vénézuéliennes à assumer leurs responsabilités pour mettre un terme aux souffrances des Vénézuéliens./.